

## FICHER 2.

# Instituteurs et institutrices en Résistance

*Pour une histoire élargie, du syndicalisme aux Écoles normales*

par

T.R. et PPty.

ASVPNF, 27 mai 2026

À l'occasion de la *Journée nationale de la Résistance* du 27 mai 2026, le Centre Henri Aigueperse propose un article important, intitulé « *Instituteurs et institutrices en Résistance : jalons pour une histoire à faire* ». Ce travail s'inscrit dans une dynamique historiographique en plein renouvellement : écrire l'histoire des enseignants du primaire engagés dans la Résistance, en particulier dans leur dimension syndicale, encore trop souvent sous-estimée.

*Rappelons tout d'abord que le 27 mai 1943, à Paris, Jean Moulin préside la première réunion du Conseil national de la Résistance (CNR) au 48 rue du Four, rassemblant huit mouvements de résistance, deux syndicats et huit partis politiques. Cette réunion acte la création du CNR, organe qui unifie la Résistance intérieure sous l'autorité du général de Gaulle et définit*

*un programme commun incluant la lutte contre l'occupant, la libération du territoire et la refondation démocratique de la France. Jean Moulin, né le 20 juin 1899 à Béziers, a été sous-préfet de Châteaulin (Finistère) de 1930 à 1932, avant de devenir le plus jeune préfet de France en 1937 (préfet d'Eure-et-Loir). Il est parachuté en France dans la nuit du 1er au 2 janvier 1942 avec la mission d'unifier la Résistance intérieure. Capturé le 21 juin 1943 à Caluire-et-Cuire (près de Lyon), torturé par Klaus Barbie sans jamais révéler de secrets, il décède le 8 juillet 1943 dans le train qui l'emmenait en Allemagne. Le nom de **Jean Moulin** est désormais associé à la **Journée nationale de la Résistance, instituée en 2013.***

L'article du CRHA met en lumière un point essentiel : le rôle structurant du Syndicat national des instituteurs (SNI) dans les formes de résistance, dès les premières années de l'Occupation. À partir d'archives dispersées — dossiers du Bureau Résistance, archives professionnelles départementales, fonds syndicaux — il restitue des trajectoires individuelles et collectives, celles d'hommes et de femmes confrontés à la répression vichyste, souvent révoqués, déplacés ou contraints à la clandestinité.

Cette approche permet de comprendre comment, dans un contexte de dissolution des cadres républicains, des réseaux syndicaux ont servi de matrice à l'engagement résistant. La reconstitution clandestine du SNI, notamment autour de figures comme René Bonissel, Georges Lapierre ou Joseph Rollo, témoigne d'une continuité militante remarquable. Ces

instituteurs et institutrices ne se contentent pas de survivre : ils organisent, structurent, aident, recrutent, et participent activement aux mouvements de Résistance, notamment Libération-Nord.

Leur position sociale joue un rôle déterminant. Acteurs centraux du monde rural, souvent secrétaires de mairie, ils disposent de ressources précieuses : accès aux papiers administratifs, capacité à produire de faux documents, autorité locale facilitant l'organisation clandestine. Beaucoup prennent également la tête de maquis ou participent à des réseaux de renseignement. Leur engagement s'inscrit enfin dans une perspective plus large : celle d'un projet éducatif renouvelé, démocratique et émancipateur, pensé dès les années de guerre.

Toutefois, cette contribution importante appelle un prolongement nécessaire. Elle laisse en effet dans l'ombre un espace pourtant fondamental de formation et de socialisation des instituteurs et institutrices : les Écoles normales primaires.

Or, ces institutions occupent une place stratégique dans la compréhension de l'engagement résistant du monde enseignant. Leur fermeture par le régime de Vichy constitue un tournant majeur. Elle ne met pas fin au recrutement des élèves-maîtres, mais en modifie profondément les modalités de formation : intégration dans les lycées pour la préparation du baccalauréat, puis passage par des structures académiques de formation professionnelle (IFP). Ce déplacement institutionnel n'est pas neutre. Il transforme les sociabilités, les cadres d'encadrement idéologique, et les formes possibles d'engagement.

Dès lors, plusieurs pistes mériteraient d'être explorées :

- le rôle des Écoles normales avant leur fermeture comme foyers de culture républicaine et de politisation ;
- les effets de leur suppression sur les trajectoires des élèves-maîtres durant la guerre ;
- les formes spécifiques de résistance (ou d'adaptation) développées dans ces milieux en recomposition ;
- les continuités entre formation normalienne, engagement syndical et entrée en Résistance.

Dans des territoires comme le Finistère, où les Écoles normales ont constitué des lieux majeurs de formation intellectuelle et civique, cette dimension apparaît incontournable pour une histoire pleinement incarnée des instituteurs et institutrices en Résistance.

La réflexion engagée par le Centre Henri Aigueperse ouvre ainsi un chantier prometteur. Elle invite à croiser les approches — syndicales, institutionnelles, territoriales — pour mieux saisir la diversité des engagements enseignants face à l'Occupation. En ce sens, elle constitue une base précieuse pour des recherches complémentaires, notamment à l'échelle régionale, où l'étude des archives locales et des parcours individuels permet d'enrichir et de nuancer l'histoire nationale.

C'est dans cette perspective que s'inscrit la présente mise en ligne : contribuer à une histoire élargie de la Résistance enseignante, attentive à ses lieux de formation, à ses ancrages locaux et à la pluralité de ses acteurs.

---

